A BAS le CHAUVINISME de la «SÉCURITÉ NATIONALE» Vivent les Etats-Unis Socialistes d'Europe!

LA CRISE DU PARTI COMMUNISTE

La sarabande du Front Populaire français de Duclos, Thorez, Gues-t, Daladier, Paul Reynaud, Kerillis et C^e amène une profonde réaction de milliers d'ouvriers communistes, et aussi de nombreux socialistes.

Ce n'est pas seulement Ferrat qui est exclu. Ce sont des centaines d'ouvriers communistes dévoués. Nous citons d'autre part des lettres que nous avons reçues. Des visites nous sont faites, des contacts de plus en plus nombreux sont pris.

Tous ces camarades veulent lutter. Ils viennent au P. O. I. ou s'enquerraient sur lui, parce qu'ils abandonnent les stalinien non pas pour se reposer, mais pour engager le combat.

L'abandon du P. C., c'est l'abandon de la Troisième Internationale. Ils tournent les yeux vers la Quatrième Internationale. C'est la conséquence inéluctable.

Nous avons lu avec attention la brochure publiée par le camarade Ferrat. Ses discours prononcés au Comité Central stalinien marquent une réaction salutaire contre la politique d'union sacrée cynique des dirigeants. Mais ils restent (y compris ceux prononcés à la Commission de la Conférence Nationale) entièrement sur le plan de la confiance à la Troisième Internationale et aux dirigeants de l'U. R. S. S. Ils abordent le problème des positions du P. C. sur le terrain des « déviations », des « erreurs » (en 1936 !), et non sur le terrain des processus de classes objectifs, que la politique antérieure de l'U. C. a contribué à orienter.

Par exemple, Ferrat est convaincu d'avoir désapprouvé (légèrement, bien légèrement, du reste !) la politique du « social-fascisme » en Allemagne, en 1932. En effet, dit Ferrat, « d'ailleurs, elle a été reconnue fautive ensuite, et personne ne songe plus à la défendre aujourd'hui ». De même, Ferrat lui « objecte » qu'il se réère toujours au quatre premiers Congrès de l'U. C., et non au septième. Ferrat répond « habilement » en demandant si le Septième Congrès avait modifié les décisions des premiers.

Tout cela, montre que Ferrat n'avait pas, et n'a sans doute pas encore dépassé le stade de la position centriste, qui ne tire pas les conclusions de ses constatations sur le champ de la lutte de classes marxiste internationale.

Non seulement, la tactique « allemande » de l'U. C. n'a pas été désavouée, mais elle a été officiellement approuvée, entérinée, et couverte (voir livres de Piatnitsky et Hecker, résolutions de l'U. C.), mais elle s'est continuée sous une nouvelle forme : la politique de « Libération nationale et sociale » (1930-33) avec le social-fascisme retourné. Le résultat sera le même : la dispersion de la conscience de classe des ouvriers, la capitulation devant le fascisme.

Précisément, en 1933, nous avons rompu définitivement avec la Troisième Internationale. Et en 1936, Ferrat ne semble pas avoir toujours compris tout ce qu'impliquait pour le mouvement international la catastrophe de janvier 1933.

On pourrait faire des remarques analogues sur les autres problèmes soulevés par Ferrat. Il mentionne comme une erreur le soutien de Sarraut, de Flandin, etc... Il se prononce non contre l'alliance avec les radicaux, mais contre l'atténuation de la position indépendante du P. C. dans ce bloc. Tout cela est bien confus, timoré, et sans larges perspectives. Il critique l'attitude du P. C. dans la grève de juin, mais il ne fait pas apparaître le lien étroit entre cette attitude et toute la politique de social-patriotisme du P. C.

Sur tout ces points, il s'agit d'amorces, et non de conclusions claires, nettes et radicales. Ajoutons que des questions aussi décisives que celles de l'armement du prolétariat sont laissées dans l'ombre.

Néanmoins, tout cela a suffi pour faire accuser Ferrat de « trotskysme ». Lui-même s'est défendu de cette accusation. Si cela signifie qu'il ne se trouve pas encore sur une position marxiste (ce qui est le marxisme qui est poursuivi par l'U. C. sous le nom de Trotskysme), sa réticence est entièrement justifiée.

Mais il est hors de doute que la masse des ouvriers communistes qui se rebelle contre l'union sacrée, ira jusqu'au bout. Nous voulons précisément élargir avec elle notre parti, et pour cela nous lui proposons de discuter notre plateforme marxiste. Il n'y a pas de milieu entre la Troisième et la Quatrième Internationale, naît pour les tendances invertées et sans avenir. Avec la montée révo-

lutionnaire, la masse ira vers la clarté. Ferrat ne pourrait que gagner à se mettre à l'école de cette masse ouvrière...

En tout cas, l'avant-garde ouvrière gagnera à une sérieuse discussion avec ces camarades, avec une seule préoccupation : forger le Grand Parti ouvrier marxiste dont le prolétariat a besoin.

VILAIN.

LETTRE de LÉON TROTSKY

Bien que cette du camarade Trotsky ne constitue pas un article destiné à la publication, nous la publions pour édifier nos lecteurs au sujet des événements d'Espagne.

Le 27-7-1936.

Chers camarades,

Les événements d'Espagne, quelle que soit la façon dont ils puissent se terminer (et je compte sur une issue favorable), seront d'une importance historique pour le développement de la IV^e en France comme partout.

La question du Front populaire se pose maintenant devant tout ouvrier avec une clarté inégale. Maint socialiste française médite (voir par exemple dans « Le Populaire » l'article du misérable Maurice Paz) : « Comment donc les chefs du Front populaire en Espagne, qui avaient pourlant le pouvoir en mains depuis février, n'ont-ils pas pris les mesures nécessaires en ce qui concerne l'armée ? Quelle bétise !... », etc... Ces gens n'ont aucune idée qu'il s'agit d'intérêts de classe, non pas d'une bétise. Quand la bourgeoisie est contrainte de conclure avec son aile gauche une alliance avec les organisations ouvrières, elle a alors d'autant plus besoin de son corps d'officiers comme contre-poids. Alors se pose pour elle la question de la protection de la propriété, c'est-à-dire la question la plus importante de toutes.

Ce ne fut donc aucunement une bétise ! Le gouvernement de Front populaire espagnol n'était pas un gouvernement, mais seulement un ministère. Le véritable gouvernement restait dans l'état-major, les banques, etc. Les radicaux français ont reçu la permission de conclure une alliance avec les ouvriers, seulement à la condition de ne pas toucher au corps d'officiers. Mais comme les ouvriers pousseront toujours de plus en plus, toute la machinerie d'Etat leur tom-

bera finalement sur la tête. Les socialistes parlent du Front populaire comme d'un enrichissement de la tactique prolétarienne. S'ils ne peuvent pas voir le caractère de classe du Front populaire, alors ils ne sont bons à rien. On ne voit les radicaux que comme l'aile droite du Front populaire — en réalité ils sont les représentants de la classe dominante et par leur intermédiaire le capital financier maintient sa domination à l'intérieur du Front populaire, et aussi sur le prolétariat.

En France la question se pose avec encore beaucoup plus de clarté et d'acuité qu'en Espagne. Daladier tient l'armée sous sa protection. Il ne s'agit pas d'éloigner une demi-douzaine d'officiers fascistes fanfarons. L'ensemble du corps des officiers est foncièrement hostile à la classe ouvrière. Si on veut les éloigner, alors « on désorganise l'armée », et Hitler est aux portes ! La bourgeoisie (la bourgeoisie radicale aussi) ne peut pas permettre qu'on touche au corps des officiers. Les « communistes » ne le désirent pas non plus, car ils doivent avec ce corps d'officiers « défendre » l'Union Soviétique — et demain ce corps d'officiers attaquera le Front populaire, c'est-à-dire en premier lieu la classe ouvrière, établira une dictature militaire et conclura avec Hitler une alliance contre l'U. R. S. S. Les conséquences criminelles de la politique opportuniste apparaissent dans notre époque riche en catastrophes à chaque nouveau tournant des événements avec une force énorme !

On voit aussi maintenant bien plus clairement quel crime ont commis les dirigeants du P.O.U.M. Maurin et Nin au début de cette année. Chaque ouvrier qui réfléchit peut leur demander et le fera : « N'avez-vous rien prévu ? Comment donc aviez-vous pu signer le programme du

Front populaire et nous faire donner notre confiance à Azana et C^e, au lieu de nous imprégner de la plus grande méfiance contre la bourgeoisie radicale ? Maintenant nous devons payer vos fautes de notre sang. C'est une rage particulière que doivent avoir ces ouvriers contre Nin et ses amis, car ils appartiennent à une tendance, qui il y a des années avait donné une analyse exacte de la politique de Front populaire et qui a répété cette analyse à chaque étape, l'a concrétisée, précisée. Nin ne peut pas non plus invoquer l'excuse de l'ignorance, une mauvaise excuse pour un dirigeant !, car il devait au moins avoir lu les documents, qu'il a signés en son temps.

Les événements espagnols vont ouvrir à la IV^e Internationale en Espagne et en France, comme partout, de nouvelles et grandes possibilités — précisément au frais des tendances centristes. Que le bureau de Londres dans les conditions actuelles ait encore la force, de convoquer en novembre à un « congrès de la paix » même seulement ses propres adhérents, on peut en douter à bon droit. Nous n'avons en tout cas pas le moindre intérêt de promettre notre participation et de donner une certaine autorité à ce congrès de nullités, qui peut-être ne verra pas le jour. Nous devons tourner le visage vers les grandes masses, nous frayer la voie dans les organisations de masses — à tout prix, par tous les moyens, sans nous laisser influencer et paralyser par l'intransigence conservatrice. Mais devant ces masses, nous devons garder notre physionomie et éviter tout compromis avec les vaniteux centristes, tout effacement des frontières entre eux et non en nous rapprochant de la façon la plus criminelle.

Avec mes meilleurs saluts,

Léon TROTSKY.

LETTRE A TANGUY-PRIGENT

Nous publions ci-dessous une lettre de notre camarade Béhel à Tanguy-Prigent. Bien entendu, elle n'expose que des aspects particuliers de notre position dans la question paysanne. Nous reviendrons, dans notre prochain numéro, sur cette question.

Nul ne peut songer à nier la compétence en matière de revendications des petits fermiers de celui qui s'est fait leur défenseur infatigable. Ces revendications, notre presse et nos cellules les défendent, mais nos conclusions diffèrent des siennes. Il apparaît, de son article au Populaire du 25 juillet, que tu glisses dangereusement sur la pente de la confiance aveugle dans le parlementarisme, pente qui aboutit fatalement à la trahison des classes opprimées, paysans-artisans comme ouvriers.

Les paysans, dis-tu, suivent avec sympathie l'action audacieuse et rapide engagée par le gouvernement en faveur de leurs camarades et clients ouvriers. Comment se fait-il que toi, si lié au monde paysan, tu te laisses ainsi gagner par l'illusion, et confondes avec la réalité ce qui n'est que vain désir ? Certes, une partie des fermiers, particulièrement dans ta circonscription éprouve ce sentiment, mais ce n'est pas dans le Front Populaire des radicaux à la Mazi qu'est leur confiance, c'est dans Tanguy-Prigent qui a conduit, depuis plusieurs années, leur lutte contre le capitalisme exploiteur.

Mais, à côté même de ceux là qui ont applaudi, et ils sont le plus grand nombre, aux nouvelles mesures sociales imposées par le mouvement irrésistible des grévistes ouvriers au gouvernement, qui depuis capitule devant le Sénat, représentant de la plus vile réaction, voit avec amertume hausser les prix industriels tandis que leurs produits sont à aussi bas prix.

L'Office du Blé ? Ils n'en ont retiré aucun avantage, ayant depuis longtemps dû monnayer à vil prix leur récolte — que des gros agriculteurs et propriétaires fonciers, genre Monnet, en bénéficient, nul ne le contredira, mais il y a entre eux une marge qui est de taille à une opposition de classe. Quant à la nouvelle récolte qui peut, comme le foin, être transformée en fumier si le mauvais temps persiste, il est encore impossible d'en fixer le taux et par conséquent, de savoir s'il sera rémunérateur pour le petit fermier.

Tu n'ignores pas que le prix rémunérateur du blé ne peut être le même dans notre région de petite culture et l'Aisne par exemple. De plus, dans nos fermes, le blé ne figure que pour le quart du revenu en moyenne, souvent même moins. Dans le meilleur des cas l'Office du Blé n'apporte donc, au petit paysan, qu'une très minime amélioration, tandis que la hausse des prix industriels le lèse chaque jour davantage et que le

Gouvernement du Front Populaire ne fait pratiquement rien pour l'arrêter.

Concernant les revendications des fermiers :

- 1° Rédiger des baux simples sans conditions secondaires,
- 2° Fixer pour chaque exploitation un loyer raisonnable suivant, automatiquement, les variations de cours des principaux produits de la ferme,
- 3° Reconnaissance de la propriété culturelle, accordant au fermier le remboursement de la plus-value plus une indemnité d'éviction, droit d'option et de préemption en cas de vente de la ferme,
- 4° Interdire d'expulser, en fin de bail, un fermier de bonne foi, exception faite au cas où le propriétaire, ou l'un de ses enfants viendrait exploiter la ferme, auxquelles j'ajoute une autre revendication que nous défendons,
- 5° Construction et entretien aux frais de l'Etat, de chemins praticables desservant les villages.

D'accord dans l'ensemble, mais toutefois, j'apporte quelques réserves personnelles au développement que tu en fais.

a) « le droit de chasse qui est un vestige de l'ancienne féodalité ». A ce sujet je trouve tout aussi réactionnaire la tactique des leaders du Front Populaire dans de nombreuses communes, le résultat en est : Impossibilité de chasse pour l'ouvrier de ville. Mieux vaut réclamer l'interdiction des chasses gardées et lutter par là contre le principe de propriété capitaliste.

b) fixation du fermage suivant les fluctuations des cours agricoles, chaque année, au cours local d'une quantité déterminée de chacun des principaux produits de la ferme. En cas de mévente, le propriétaire devant accepter ces produits en paiement.

Ceci signifie que tu reconnais que l'Office du Blé n'est pas une garantie pour le petit paysan. Mais aussi que le paysan pauvre doit organiser des conseils paysans pour se défendre, en ce cas, et imposer sa volonté. L'exemple des expropriations des tourbières de l'Arrière, l'an dernier, montre clairement que si le paysan s'en reporte aux juges il est forcément volé.

Il y a sans doute cette différence que le gouvernement de droite d'aujourd'hui est remplacé par un gouvernement Front Populaire. Mais malgré cette différence de nom, le pouvoir est toujours aux mains de la bourgeoisie dont les juges sont les valets fidèles.

d) contre les expulsions arbitraires. Si tu admettes deux catégories de fermiers en voie d'expulsion, tu lies le fermier en le remettant aux mains de la « justice » bourgeoise qui trouvera toujours le moyen de donner tort aux malheureux qui n'auront pour défense, que la confiance dans le Parlement pourri de la bourgeoisie.

C'est vrai, trop souvent le fermier est dans notre région, un homme diminué, mais en lui conseillant la confiance aveugle dans le gouvernement et le Parlement de Front Populaire bourgeois, tu l'incites à remplacer un maître par un autre, une chaîne par une autre moins rugueuse peut-être, mais plus difficile à briser.

Ce serait, dis-tu plus loin, une nouvelle « nuit du 4 août ». Oui en ce sens que, comme en 89 les travailleurs seraient dupés par des promesses inapplicables pour un gouvernement s'en tenant à la légalité capitaliste. Tu lances un appel au Gouvernement et au Front Populaire, mais tu ajoutes « une loi qui vise une refonte presque complète des statuts du fermage ne peut-être votée dans les semaines qui viennent ; or l'échéance du 29 septembre approche et l'on ne peut abandonner à leurs tristes sort, les fermiers menacés d'expulsion immédiate ».

Si les parlementaires, instruments aveugles de la bourgeoisie abandonnent à leur liste sort les petits fermiers, ces Messieurs viennent à leurs vacances et vivent tranquillement. Et quand tu proposes :

- 1° ouvrir un nouveau délai pour demander une réduction de fermage en vertu des lois votées ces dernières années,
- 2° supprimer droit de résiliation en faveur du propriétaire,
- 3° proroger d'un an les baux à expiration,
- 4° annuler les résiliations obtenues contre des fermiers,

tu te fais, bon gré, mal gré, le complice de ceux qui veulent détourner les paysans de leur lutte contre l'exploiteur en vertu du principe de la sacro-sainte propriété capitaliste.

De plus, à cela les propriétaires opposeront les promesses faites par le Front Populaire de revalorisation des produits agricoles et la hausse constante des produits agricoles à la hausse constante des produits industriels. Mais aussi y ajouteront l'argument plus décisif : « leurs Chemises Vertes », ainsi que le montrent de récents événements dans la Somme, et des articles de journaux corporatistes.

Lire la suite page 4.

Lire la suite page 4.

Pour l'Indépendance de l'Algérie et du Maroc Solidarité des Travailleurs d'Europe et d'Afrique!

Des menées fascistes au Maroc à l'arrestation du Cheick El-Okbi à Alger

Deux événements, pourtant assez différents, viennent poser, avec la dernière acuité, le problème colonial. D'une part, l'assassinat du Mufti d'Alger et d'autre part, la place forte qu'ont su faire du Maroc les fascistes espagnols.

L'assassinat du Mufti est un événement qui marquera une étape dans l'histoire algérienne. Depuis la pénétration, en effet, après la stabilisation du pouvoir français, toute la politique algérienne fut marquée par la passivité et la résignation des masses arabes. Dans nos derniers numéros, nous avons montré combien déjà cette passivité n'était qu'apparente. Maintenant la crise est ouverte.

Dans les pays coloniaux et retardataires, les luttes politiques prennent souvent une tournure religieuse au début tout au moins. Pour la Chine, ce fut le Sun-yat-senisme. Pour l'Inde, le ghandisme. Et ce parce que la plupart du temps la religion est la seule forme d'expression. Mais rapidement les masses se dégagent de ces horizons bornés pour poser des problèmes plus vastes.

En Algérie, l'impérialisme français mena un jeu très habile. Avant la pénétration, l'église officielle, sous l'égide des Beys et des féodaux, sous l'égide des turcs, était une force d'oppression. Contre son influence se créèrent une multitude de shismes religieux. C'est ce qu'on appelle le maraboutisme.

Le maraboutisme est, dans l'ensem-

ble, la croyance en la puissance d'un génie local. Les Français comprenant à force qu'ils représentaient l'oppression sur les marabouts. Des onneurs, de l'argent, des postes officiels leur furent distribués.

En signe de réaction contre ces pratiques, les masses se tournèrent vers l'église officielle. Mais cette dernière est également entre les mains de l'impérialisme. Et ce mouvement fut suivi dans la jeunesse intellectuelle musulmane par une lutte pour le retour à l'enseignement du Coran (livre saint musulman). Cette lutte enflamma les étudiants des Medersas (universités religieuses). C'est le mouvement des Oulemas à la tête duquel se trouve le Cheick el Okbi qui vient d'être arrêté comme promoteur du meurtre du Mufti.

Ce mouvement des Oulemas n'est pas particulier à l'Algérie. Mais dans les autres régions de l'Algérie du Nord il prit des formes différentes. Par ailleurs, il naquit au moment où partout dans l'Islam, naissait des mouvements anticonformistes. Un aventurier, Ibn Saoud, roi du Hedjaz, lança l'idée du Pan-Islamisme. Elle connut rapidement la vogue. Disons cependant que l'Islam formé des nationalités les plus disparates a pu exister en un temps où la Turquie était une très grande puissance. Et même alors, c'était beaucoup plus les janissaires de la Porte que le lien religieux qui permit cette unité. Aujourd'hui cette unification de l'Islam est chose impossible et d'ailleurs peu souhaitable. Comme toujours, c'est sous l'angle de classe qu'il faut envisager ces problèmes.

Dans tout cela il faut retenir une chose, ces luttes à caractère religieux sont le prélude de luttes politiques. Dans l'ensemble le mouvement des Oulemas est donc dirigé contre l'influence des agents de l'impérialisme français. Et cela est si vrai, que si l'assassinat du Mufti n'a pas produit de grandes réactions, et même a été appris avec une certaine sympathie, au contraire l'arrestation du Cheick el Okbi est déploré par les masses indigènes.

Nous avons déjà montré la grande sympathie avec laquelle fut accueillie, en Algérie, l'avènement du Front Populaire. Et c'est justement sur ces questions que cette sympathie s'accroît pour devenir un appui des masses ou disparaît pour provoquer la résistance au Front Populaire.

Le Congrès musulman qui est une déformation des aspirations des masses profondes indigènes, aura eu pour résultat cependant de poser devant les mêmes masses des problèmes nouveaux. On se figurait peut-être que l'impérialisme allait lâcher après audience à Paris, des mesures libérales. La délégation avait à peine mis le pied à terre que déjà, au travers d'une protestation du Mufti, l'impérialisme cherchait à démontrer que ce congrès ne représentait rien.

Le Mufti paya cet exploit de sa vie. Mais maintenant on va pouvoir sévir et expliquer que les indigènes ne sont pas prêts, ne sont pas aptes à utiliser les libertés de citoyens.

Toujours est-il que maintenant on va entendre parler d'un mouvement nationaliste algérien.

Le Cheick el Okbi qui est une personnalité d'ailleurs assez douteuse va prendre figure de martyr et de grand chef.

Ces événements passionnent les masses. Ils surviennent par ailleurs, en pleine effervescence chez ces mêmes masses. A la campagne, on s'agit pour un sort moins misérable. A la ville, on vient de soutenir des luttes grévistes victorieuses. La crise sociale en France a ses prolongements en Algérie.

Des organisations s'édifient. Le nationalisme prend pied, le syndicalisme représente une force considérable. Autour du P. C. de larges couches affluent. Et cela se présente au milieu des pires provocations des éléments fascistes français. Des explosions cette fois plus violentes, se préparent.

Le Front Populaire devrait bien tirer quelque enseignement des luttes d'Espagne. On a parlé des remanements dans l'appareil administratif. Quant à nous, nous ne pensons pas que ce soit là une solution. Mais, cependant, qu'attend-on ?

En Algérie, on imagine assez mal un mouvement semblable à ce qui se passe au Maroc espagnol. Et encore, faudrait-il que l'on n'accumule pas trop d'ignominies. Que l'on ne poursuive pas cette politique impérialiste.

Lire la suite page 4.